



1ER MAI 2018 : MOBILISONS-NOUS POUR LA CONVERGENCE DE NOS LUTTES

Ce 1er mai 2018, 50 ans après 1968, voit se développer partout dans le pays des mouvements sociaux en riposte aux multiples attaques du gouvernement

**Retraité-es qui voient leurs
retraites diminuer avec
l'augmentation de la CSG**

**Salarié-es qui subissent
les licenciements,
conséquence de la loi Travail**

**Agents de la Fonction Publique
qui font les frais
de l'austérité budgétaire**

**Salarié-es des EHPAD soumis-es
à l'insuffisance de moyens
et de personnels**

**Lycéen-nes et étudiant-es
mobilisé-es contre la sélection et
qui subissent la répression**

**Associations et citoyen-nes
révolté-es par la loi
sur les migrants**

**Cheminots opposé-es à la
privatisation de la SNCF et à la
suppression de leur statut**

**Magistrats
qui défendent une justice accessible
à tous et de qualité**

Après la casse du Code du Travail orchestrée en 2017, qui fragilise les salarié-es, la riposte doit être à la hauteur des attaques. Le 1er mai doit être un moment fort de mobilisation et de convergence des luttes en cours.

**Rassemblement Unitaire
Rendez-vous à 10h30
Place de la Préfecture au Mans**

Salaires - Emploi

Baisse des salaires comme à Carrefour (alors que les dividendes versés aux actionnaires augmentent) , licenciement en rupture collective (PSA, Pimkie...) : les salarié-es du privé sont percuté-es par les effets de la loi Travail votée en 2017. Et pendant ce temps, les riches continuent de s'enrichir, encore et toujours plus...

Attaque contre la SNCF :

- ouverture à la concurrence qui va amener à la suppression de nombreuses lignes et à l'augmentation des tarifs, comme on l'a vu au royaume Uni par exemple.
- transformation de l'entreprise publique en société par actions, première étape avant sa privatisation.
- fin du statut de cheminot, c'est-à-dire précarisation des futur-es embauché-es

Violence d'Etat

Pour tenter d'écraser dans l'oeuf la contestation, le pouvoir multiplie le recours aux forces de l'ordre de manière systématique et disproportionnée : à l'université avec l'évacuation de Tolbiac par exemple, ou à Notre Dame des Landes où les 2500 gardes mobiles ont provoqué des dégradations inadmissibles, ainsi que de nombreux blessé-es.

Attaques contre la Fonction publique

Après le 10 octobre, le 22 mars, l'autisme du gouvernement perdure, qui refuse d'entendre les revendications des agents, et des usagers, qui maintient les mesures régressives sur le plan financier (carence, gel du point d'indice, CSG) tout en continuant à réduire les effectifs. La menace pèse aussi sur le statut avec recours à la contractualisation.

Attaques contre l'Education

- Réforme de l'Université, du baccalauréat qui va conduire à renforcer la sélection, et le tri social.
- Mesures pour l'école qui vont conduire là aussi à une augmentation des inégalités scolaires (carte scolaire impliquant de nombreuses fermetures, annonces ministérielles démagogiques pour de masquer la dimension régressive du projet de Blanquer.)

Loi migrants :

- Réduction des droits des exilés (durée raccourcis pour les recours, poursuite de la mise en centre de rétention d'enfants, allongement de la durée,...).
- Atteinte aux droits fondamentaux dénoncées par de nombreuses associations, organisations mobilisées autour de ces questions, de même que par le défenseur des droits.

Ensemble, mettons un coup d'arrêt à une politique qui divise les catégories sociales entre elles, au profit d'une minorité.

Ensemble, dans la rue, mettons en avant nos propositions pour une société plus juste, plus égalitaire, plus fraternelle !